

compris la rémunération du président, les frais de déplacement des membres, les traitements du personnel du secrétariat, les honoraires des conseillers et les frais nécessaires à la conduite des études spéciales et à la préparation des rapports.

Le gouvernement estime que le Conseil des sciences du Canada pourra accomplir des fonctions essentielles et utiles en évaluant les ressources, les besoins et les possibilités du Canada sur le plan scientifique et technologique. Nous croyons que l'organisation et la composition proposées sont solides, que les attributions prévues sont pertinentes et assez vastes, et les objectifs réalistes.

M. Reg Cantelon (Kindersley): Monsieur l'Orateur, en prenant la parole au sujet de ce bill qui vise à établir le Conseil des sciences du Canada, je tiens à dire tout d'abord que je l'approuve sans réserve, comme tous les autres députés, sans doute. Toutefois, j'ai été troublé d'entendre le ministre insister dans son discours réfléchi sur le fait que le Conseil n'aura aucun pouvoir. Ce sera un organisme habilité à faire des recommandations; j'espère que ces recommandations recevront l'examen le plus attentif du gouvernement. Sinon, il sera tout à fait inutile.

A l'instar d'un grand nombre d'autres, j'ai été désolé de voir que le premier ministre (M. Pearson), après avoir mentionné cette proposition dans deux discours du trône, ait mis si longtemps à la présenter au Parlement. Il n'ignore sûrement pas l'importance d'une mesure de ce genre pour l'avenir de notre pays.

Dans la société actuelle, la nécessité des recherches ne fait aucun doute. Cette nécessité est non seulement évidente mais aussi fondamentale si notre pays doit maintenir et augmenter sa production industrielle et, bien entendu, son niveau de vie. Elle est fondamentale si nous devons nous maintenir à l'avant-garde des progrès médicaux et faire en sorte que les découvertes améliorent la vie des Canadiens.

J'espère, et mon espoir est bien fondé, que le Conseil verra à ce que plus d'argent soit consacré à des recherches dans tous les domaines. J'espère aussi que le Conseil aura la faveur du premier ministre et du cabinet. Autrement, il deviendra inutile.

Nous savons que les universités ont énormément besoin de fonds pour des travaux de recherches. Elles sont plus conscientes des nécessités du pays que peut-être nous-mêmes dans cette Chambre. Les mêmes demandes émaneraient sans doute de l'industrie si cette dernière estimait qu'il est possible d'obtenir de l'aide.

Toutes les recherches sont handicapées par le manque de fonds. Cette pénurie d'argent et la position secondaire qu'occupe la recherche nous ont fait perdre, par ce qu'on appelle l'exode des compétences, beaucoup de chercheurs scientifiques dont nous ne pouvions pas nous passer.

Le ministre a cité des chiffres indiquant qu'aux États-Unis environ 36 p. 100 des diplômés se consacrent à des travaux de recherches, alors que dans notre pays le pourcentage s'établit à environ 15 p. 100. C'est beaucoup trop faible. Le ministre a fait remarquer, bien entendu, que nous sommes environ dix ans en retard sur les États-Unis. J'espère, tout comme lui, que nous pourrions combler cet écart, mais cela nous coûtera beaucoup d'argent.

Les autorités américaines ont fourni récemment des chiffres qui montrent que, pendant deux ans, à savoir de juin 1963 à juin 1966, des 100,000 Canadiens et plus qui ont émigré aux États-Unis, environ 50,000 étaient des salariés. Parmi ces derniers, on comptait 1,765 ingénieurs et chercheurs scientifiques. Il y avait 1,187 techniciens, 163 esthéticiens industriels, 258 professeurs d'universités, 820 médecins et chirurgiens, 725 comptables et vérificateurs et 2,040 infirmières qualifiées. C'est grave, et le ministre, j'en suis sûr, en conviendra.

Nous ne pouvons pas nous passer de ces personnes non seulement parce que ce sont nos meilleurs citoyens quant à la compétence et à la valeur éventuelle mais aussi parce qu'ils représentent une perte financière très lourde pour nous. Selon les calculs, il coûte \$10,000 à l'État pour former un technicien, et en partant de ce chiffre, uniquement pour les 1,765 ingénieurs, nous avons perdu 17 millions de dollars.

• (8.10 p.m.)

A l'heure actuelle, nous consacrons environ 1 p. 100 de notre produit national brut à des travaux de recherches et de mise au point.

Les États-Unis en affectent plus de 3 p. 100 à cette fin, tandis que des pays comme la Belgique et la France y affectent plus de 1 p. 100. Nous ne dépensons pas assez. C'est trop peu pour produire le résultat que nous escomptons. Bien entendu, comme un homme de science vient de le dire, la science est dans sa période d'adolescence au Canada. Il poursuit en disant que nous n'atteindrons pas la maturité avant dix ans. M. David Spurgeon dans un article du *Globe and Mail* du samedi 19 mars, signale qu'en 1925 le Conseil national de recherches a dépensé \$139,000 comparativement à 61 millions en 1965. Naturellement, cela cause des douleurs de croissance. Nous espérons tous que le nouveau Conseil des sciences aidera à supprimer certaines de